

Les subsides

Mme McDougall: Qui donc pensez-vous emprunte aux banques?

M. Blackburn (Brant): Dites nous donc quand vous avez obtenu d'une banque pour la première fois un prêt sans intérêt?

M. Nystrom: La ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall) me demande qui selon moi emprunte aux banques. Il y a dans ma circonscription des tas d'agriculteurs qui ont emprunté de l'argent à la banque et qui doivent verser des intérêts à un taux usuraire.

M. Mitges: En plein dans le mille!

M. Nystrom: Je sais que la ministre n'est pas d'accord avec ce que je viens de dire, mais son voisin de banquette l'est. Je sais qu'il est d'accord, car il sait pas mal de choses de la situation des simples citoyens de sa propre circonscription. Je pourrais vous nommer toute une série d'agriculteurs de ma circonscription qui éprouvent des difficultés et qui me posent sans cesse la question suivante: si le gouvernement se mêle d'accorder ainsi aux banques des prêts sans intérêt ou de sauver de la faillite de grandes sociétés, pourquoi ne fait-il pas de même pour les simples agriculteurs, pêcheurs et exploitants de petites entreprises? J'ajouterai pour la gouverne du député de Crowfoot (M. Malone) que ce qui est bon pour les uns est aussi bon pour les autres. Pourquoi les traiter différemment? Est-ce là ce que signifie «progressiste conservateur»? Le gouvernement actuel poursuit en l'occurrence les politiques de l'ancien gouvernement libéral. Je n'aime pas cela. Je pense que les Canadiens eux non plus n'aiment pas cela. Mais c'est ce que nous entendons par «Canadiens ordinaires».

M. Malone: Monsieur le Président, je tiens à signaler au député de Yorkton-Melville que chaque fois que le gouvernement intervient pour empêcher une banque de faire faillite, il le fait non seulement pour protéger les intérêts de la banque, mais aussi ceux de tous les déposants et de tous les utilisateurs. Le député sait pertinemment que si le gouvernement laissait les banques faire faillite, des milliers de Canadiens ordinaires comme ceux dont il vient de parler en resteraient sérieusement marqués. Quand le député dit qu'il est favorable à la petite entreprise, il veut dire en fait qu'il lui est favorable jusqu'à ce qu'elle réussisse. Sitôt qu'elle s'en sort bien, il ne veut plus rien savoir. Les députés de ce parti ne s'intéressent qu'aux gagnepetit.

Eh bien, monsieur le Président, je voudrais que le député de Yorkton-Melville sache que la création d'emplois d'un bout à l'autre du pays dépend de l'imagination et de l'ingéniosité de tous les Canadiens, sans exception. Chose certaine, il est contraire à la nature même de notre pays de présenter une espèce de notion euphorique selon laquelle il existe au Canada des gens extraordinaires qui n'appartiennent pas au système de caste auquel souscrit le Nouveau parti démocratique. Tout gouvernement qui arrive au pouvoir doit défendre les intérêts de tous les Canadiens et favoriser la productivité où qu'elle soit. Il ne devrait pas essayer de créer un système de castes, comme le NPD le fait, en aidant certains groupes et en laissant les autres se débrouiller. Le parti du député prétend être le défenseur de la petite entreprise. Que se passe-t-il lorsque cette

petite entreprise prospère? LE NPD rejette le dirigeant de cette petite entreprise; il n'est plus quelqu'un d'ordinaire.

Le député ne nous a pas donné une définition pratique de ce qu'est un Canadien «ordinaire». Il en est incapable.

M. Rodriguez: Vous n'écoutez pas.

M. Malone: Il n'a peut-être pas le temps de répondre maintenant, mais il pourrait m'écrire. Je le mets au défi de me définir ce qu'est un Canadien «ordinaire», car tous les Canadiens sont des gens ordinaires.

M. Blackburn (Brant): Laissez-le parler.

M. Rodriguez: Asseyez-vous et laissez-le parler.

M. Malone: Les députés néo-démocrates qui me crient de m'asseoir et manquent ainsi de respect envers le Parlement devraient très bien savoir qu'ils ne peuvent continuer à jouer sur les mots et à toucher aux cordes sensibles des Canadiens sans avoir jamais à rendre des comptes. Les termes qu'ils rabâchent sont dénués de sens. Ces députés n'ont aucune définition pratique. Ils devraient commencer à se plonger dans la réalité au lieu de se contenter de belles paroles.

M. Nystrom: Monsieur le Président, en écoutant le député de Crowfoot, je suis amené à penser qu'il doit avoir écouté attentivement, au fil des ans, Ernest Manning. Le député suit certainement ses traces dans ses interventions à la Chambre.

Si le député veut un exemple, monsieur le Président, d'un gouvernement qui n'a pas renfloué une banque, je peux lui dire que le gouvernement conservateur de la Saskatchewan n'a pas renfloué la Pioneer Life. C'est là un précédent. Je suppose que le gouvernement voudrait se charger de ce renflouement. J'ignore au juste quelle est sa position. En fait, si le député de Crowfoot veut rencontrer des gens ordinaires, il devrait venir dans ma circonscription et je le présenterai à des agriculteurs qui sont des gens très ordinaires qui voudraient profiter des mêmes avantages que le gouvernement accorde aux banques. Si le député veut continuer de défendre les riches, je n'ai rien contre, mais il y aura des élections dans trois ou quatre ans et la population jugera alors. Si les conservateurs sont aussi insensibles que les libéraux il y a quelques années, ils connaîtront le même sort qu'eux.

M. le vice-président: Reprenons le débat.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, il est toujours rafraîchissant d'entendre le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) parler de sauvetages d'entreprises. Pas plus tard que la semaine dernière, le député de Regina-Est (M. de Jong) a reproché à la ministre d'État aux Finances (M^{me} McDougall) de ne pas venir à la rescousse de la Pioneer Trust Company. Ce matin, le propre confrère du député, celui de Hamilton, adressait au gouvernement la même critique. Voilà maintenant que le député reproche à la ministre d'État aux Finances d'avoir réussi à mettre sur pied, en grande partie grâce au secteur privé, un plan d'aide à la Banque commerciale du Canada, de manière que des tas de petits épargnants et de petits patrons de la région d'Edmonton ne perdent pas leur chemise.